

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Performance-sociale-et-economique-des-Institutions-de-Micro-Finance-IMF-Par-Djonkamla-Houle.html>

Par Houlé Djonkamla, Avril 2013

La Performance sociale et économique des Institutions de Micro-Finance (IMF)

- Finance - Contribution Economique -



Date de mise en ligne : lundi 29 avril 2013

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

Dans les travaux de Lapenu (2004), on peut lire que « *Les performances sociales sont considérées comme acquises, comme intrinsèques au mode de fonctionnement des IMF* ». En dépit de cet à priori, plusieurs travaux ont été conduits pour évaluer l'effectivité de l'apport social de la micro finance. Nous mentionnerons les contributions de Khandker (1995), Zeller et als (2003) ou Lapenu et als(2004). Il est constaté dans ces travaux que la nécessité de connaître l'impact des IMF sur les bénéficiaires ou les communautés dans lesquelles elles sont implantées, est partagée, qu'il s'agisse des financeurs ou des promoteurs.

Conçue pour inclure dans l'activité économique les populations pauvres exclues du système financier, la micro finance permet-elle de générer des emplois chez les bénéficiaires ? Fait-elle évoluer les positions des bénéficiaires de prêts dans leurs communautés ? Permet-elle d'améliorer les conditions de vies grâce au micro crédit ou non ? Ces questions qui ciblent l'impact, permettent de circonscrire les interrogations relatives à la performance sociale. Zeller et Meyer (2002) définissent l'impact social à travers lequel nous recherchons la performance sociale comme un objectif à deux dimensions qui sont « *la portée et la profondeur de la couverture* ».

La portée sociale d'une IMF est définie par son étendue géographique ainsi que par le nombre de personnes touchées. Dans son article paru en 2006, Servet relève que les personnes non bancables qui ont eu accès aux services financiers par le biais de la micro finance sont estimés globalement à 90 millions (Servet, 2006). Dans sa définition de la portée sociale, Khandker y intègre l'évaluation du volume de portefeuille de prêts et d'épargne. En examinant le cas de la Grameen Bank, il trouve qu'avec une croissance du volume de ces portefeuilles de prêts de 46% par année, passant de 2,6 millions Tk23 à 15,4 millions Tk, cette IMF a augmenté sa portée sur la période 1990-1994 (Khandker 1998).

La profondeur sociale d'une IMF : Se référant à la qualité du service rendu, la nature de la population cible, l'adéquation des services rendus avec les besoins des populations cibles et l'effectivité de l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires, cette dimension de la performance sociale des IMF est la plus importante.

En ce qui concerne la population cible, les travaux ont permis de répertorier trois groupes qui sont les femmes, les plus pauvres et les personnes inaptes à travailler (handicapées et personnes âgées) (Hulme et Mosley, 1996). En évoquant le cas des femmes souvent reléguées dans les classes inférieures et privées de plusieurs droits, le programme de micro finance les ciblant leur donnent le pouvoir de contrôle du portefeuille au sein du ménage. La hausse du taux de scolarité traduisant une croissance du capital humain, une maîtrise de la contraception induisant une diminution de natalité et une meilleure alimentation sont au nombre des impacts positifs des programmes de micro finance ciblant les femmes (Khandker, 1998). En ce qui concerne les plus pauvres, les handicapés et les personnes âgées, la précarité de leurs situations est telle que les opportunités de créations de richesses observées les concernant sont nulles. Cette analyse a permis de mettre en exergue que certains, plus pauvres, sont exclus des groupes de solidarité prônés par le modèle de la Grameen (Hulme et Mosley, 1996).

En ce qui concerne l'adéquation des services offerts, plusieurs travaux ont montré que les pauvres ne se contentent pas de l'offre de crédit faite par les IMF, car en l'absence d'un service d'épargne, les bénéficiaires ont tendance à se constituer un service de valeur en achetant des biens tels que les bijoux, des animaux et d'autres biens ; d'où la nécessité non seulement de proposer des crédits, mais aussi la possibilité d'épargner. (Servet, 2006 ; Zeller et Meyer, 2002).

Par rapport à l'amélioration des conditions de vie des personnes exclus du système financier, Khandker (1998) relève qu'il est l'ultime but des IMF. On peut l'évaluer à travers le degré d'éducation des enfants des foyers, par la proximité des ressources primaires comme le point d'eau, sur la qualité de la nutrition, sur la légalité des sexes ou le degré d'utilisation des contraceptions et il est globalement positif (Lapenu et als, 2004).

La performance économique des IMF

L'analyse de la performance économique des institutions de micro finance est abordée d'une part sous l'angle de la double viabilité économique et financière et d'autre part à travers la relation qu'on fait entre la performance économique et la performance sociale.

La double viabilité économique et financière d'une IMF :

Les travaux de Khandker (1998) ont permis de mettre en exergue la distinction entre la viabilité économique et la viabilité financière comme deux dimensions de la performance sociale des institutions de micro finance.

▶ **La viabilité financière** est perçue comme la réponse à la question de savoir si l'organisation de micro finance génère suffisamment des revenus pour supporter ses coûts. On peut y lire l'atteinte du seuil de rentabilité si on examine la définition donnée par Boyé et als (2006) qui veut que la viabilité financière soit le fait « *d'atteindre l'équilibre financier et de pouvoir financer la croissance* ». Une autre perception de la viabilité financière d'une IMF est celle de Khandker (1998) qui veut qu'une IMF s'assure que le taux d'intérêt appliqué au client ou membre soit équivalent ou supérieur au taux d'intérêt de la rentabilité. Si globalement les IMF sont viables financièrement, cette viabilité varie en fonction du mode de gouvernance.

▶ Quant à **la viabilité économique** d'une IMF, elle est la capacité pour une organisation d'être autonome sans faire recours aux subventions à taux bonifiés. Dans son analyse de la Grameen Bank et de la Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC) sur la période 1990 à 1994, Khandker a constaté que si les deux IMF étaient financièrement viables, elles ne l'étaient pas par contre économiquement. Car elles bénéficiaient des subventions qui faisaient que pour être autonome, la Grameen Bank devait augmenter son taux d'intérêt moyen de 16,6% à 22,3% alors que dans le cas de la BRAC, cette augmentation devrait être de 20,8% à 42,5%.

Analysant **l'impact des subventions dans le cycle de vie des IMF**, Servet (2006) observe que les subventions ont un effet pervers et elles n'incitent pas les IMF à recourir à l'épargne locale qui leur permettraient de faire de l'intermédiation. Si les subventions peuvent être tolérées au début du cycle de vie d'une IMF, elles doivent être limitées dans la phase de croissance des IMF. C'est ce qui a emmené le CGAP à mentionner dans son principe n°6 que les « *financements bonifiés des bailleurs de fonds doivent compléter les capitaux du secteur privé et non le remplacer* ».

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES

- ▶ BOYÉ, Sébastien, Jérémy HAJDENBERG et Christine POURSAT (2006). Le guide de la microfinance : Microcrédit et épargne pour le développement, Paris, France, Édition d'Organisation, 304 p.
- ▶ HULME, David et Paul MOSLEY (1996). Finance Against Poverty, Volume I. Londres, Angleterre, Business & Economics, 472.
- ▶ SERVET, Jean-Michel (2006). Banquiers aux pieds nus : la microfinance, France, Odile Jacob, 511 p.

ARTICLES

- ▶ KHANDKER, Shahidur R., Baqui KHALILY et Zahed KHAN (1995). Grameen Bank : Performance and Sustainability, World Bank Discussion Paper No.306, 143 p.
- ▶ KHANDKER, Shahidur R. (1998). Fighting Poverty with Microcredit : Experience in Bangladesh, New York,

États-Unis, Oxford University Press, 228 p.

▶ LAPENU, Cécile, Manfred ZELLER, Martin GREELY, Renée CHAO-BÉROFF et Koenraad VERHAGEN (2004). Performances sociales : Une raison d'être des institutions de microfinance et pourtant encore peu mesurées. Quelques pistes, Mondes en développement, De Boeck Université, vol. 126(2), pages 51-68.

▶ ZELLER, Manfred, Cécile LAPENU et Martin GREELEY (2003). Measuring Social Performance of Micro-finance Institution : A Proposal, Argidius Foundation and Consultative Group to Assist the Poorest, 18 p.

▶ Zeller, M., & Meyer, R. (2002). The Triangle of Microfinance. Financial Sustainability, Outreach and Impact. The International Food Policy and Research Institute. Washington, USA.

Post-scriptum :<dl class='spip_document_9244 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>



Houlé Djonkamla

Du même auteur :

▶ [Opportunités du changement climatique et développement durable de la France](#)

▶ [La micro finance au service du Care et du Développement Durable](#)

▶ [La Chine à l'épreuve du développement durable](#)

▶ [Contacter l'auteur Houlé Djonkamla](#)